

Etat espagnol : face aux mensonges et canailleries du discours néolibéral sur les retraites, défendons le futur en défendant le présent

vendredi 23 mars 2018, par [GARÍ Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mars 2018).

Nous vivons des moments critiques de l'attaque de la bourgeoisie, ses partis et ses moyens de communication, contre les droits sociaux des travailleuses et des travailleurs de l'Etat espagnol. Mais également d'espoir parce que la réaction du mouvement des retraitées et retraités a été frappante et acérée.

Sommaire

- [Révéler leurs mensonges](#)
- [Ils projettent l'appauvrisseme](#)
- [Défendons le futur en défendan](#)
- [La clé de la solution réside](#)
- [Les panthères grises se \(...\)](#)

La bourgeoisie est intéressée à promouvoir des fonds de pension privés afin de trouver des nouvelles niches d'affaires et de pillage des classes laborieuses. Des fonds de pension qui dans de nombreux cas ont signifié la ruine des retraité·e·s quand ces fonds ont fait faillite : il y a les exemples du Chili, laboratoire durant des décennies des politiques néolibérales des Chicago Boys grâce à la dictature de Pinochet ; de l'Argentine, où le gouvernement dans les années 1980 dut sauver les fonds privés avec l'argent public et revenir à organiser un modeste système public, ou encore des différents incidents, en réalité escroqueries, au Royaume-Uni, le berceau des attaques contre la société par la néfaste Margaret Thatcher.

Aujourd'hui dans l'Etat espagnol, l'oligarchie financière autochtone (et internationale) et l'association patronale, la CEOE (Confederación Española de Organizaciones Empresariales), proclament depuis des décennies que le système public de retraite est non viable durablement, cela avec un effort titanesque pour que la prophétie se réalise d'elle-même. Contre vents et marées, et malgré les données macroéconomiques têtues, leur discours n'a pas varié. Pour le renforcer ils ont organisé, en connivence avec le Parti populaire, des commissions d'experts, réunissant des représentants exemplaires des portes tournantes (pantouflage) entre la politique et les assurances et fonds d'investissement, avec la participation de prétendus spécialistes de l'élaboration d'algorithmes magiques. Au sujet des retraites, ce sont Inverco (l'association des fonds de pension et d'investissement) et Unespa (l'association des assurances) qui donnent le ton dans les médias et pas les représentants politiques ou les organisations sociales concernées.

Le but poursuivi est très clair : la déconstruction par démolition du système public de retraites pour mettre dans les mains des marchés privés 45% du montant total des dépenses sociales espagnoles,

en laissant le système public de retraites comme un élément marginal de protection, en fait d'assistance sociale, simplement pour éviter que la marmite sociale explose. Cela impliquerait l'aggravation de l'inégalité dans le montant des retraites reçues par les pensionnées et pensionnés, que ce soit pour raison d'âge donnant droit à la retraite ou pour d'autres raisons (invalidité, veuvage, etc.).

Ainsi on prétend convertir les besoins et les droits de la population en marchandise et profit privés. Pour y arriver ils n'ont pas hésité à attaquer de toutes les façons. Ils ont falsifié les données en cachant dans quel but on a pillé le Fonds de réserve. Ils ont caché pourquoi ont diminué les contributions à la Sécurité sociale par la réduction drastique de la masse salariale du fait de l'augmentation du chômage, la baisse des salaires et la précarisation du travail, qui furent les fruits des réformes du droit du travail et des politiques d'austérité imposées par l'Union européenne. Ils ont évité d'expliquer la destination des fonds publics pour renflouer les folles opérations d'infrastructures ou les gestions bancaires délictueuses. Ils ont fait peur à la société : « l'effondrement est imminent », et stimulé l'individualisme pour affronter le futur - « économisez et souscrivez à un fonds de pension » - à l'inverse de la recherche de solutions réelles et collectives de l'ensemble de la collectivité protégeant ses membres.

Le discours qu'a tenu le néolibéralisme a été un facteur qui a façonné la réalité, non parce qu'il est cohérent et consistant, mais parce qu'en parallèle étaient posées les bases matérielles pour que la thèse se vérifie. Et, en même temps, ils ont construit un *sens commun* de la défaite, du *il n'y a pas d'alternative*. Un exemple suffit : on parle à satiété de la dépense qui augmente parce que le nombre de retraité·e·s augmente et l'espérance de vie s'allonge. Mais on ne permet pas de vraiment débattre et on falsifie le débat à propos des rentrées qui puissent permettre la durabilité du système.

En fait, une analyse sérieuse identifierait la deuxième transition démographique (c'est-à-dire la période qui voit la pyramide démographique présenter un élargissement dans la partie haute d'âges élevés) et signalerait que les comptes publics ont besoin de changer le poids de leurs priorités de dépenses ou de renforcer les rentrées. Cela, par exemple, en luttant contre l'évasion fiscale, en mettant l'effort à la charge des revenus du capital et de la fortune, afin d'abonder les comptes de la Sécurité sociale. Il s'agit d'expliquer en même temps que ce phénomène démographique ne durera pas plus de 15 ans. Ou encore qu'une politique économique en faveur de l'emploi et des salaires, parfaitement compatible avec la réduction du temps de travail, par semaine ou tout au long de la vie, en abaissant l'âge de la retraite, fournirait le cadre d'une solution.

Au contraire, on a choisi de punir et de discipliner les victimes et de supprimer les droits des prochaines générations. Par conséquent, la seule issue que laissent les néolibéraux, c'est de prolonger la vie au travail, diminuer le montant des pensions, et accompagner la retraite de mini-jobs et de la souscription à des fonds de pensions privés.

Révéler leurs mensonges

Qu'est-ce qu'ils taisent ? Que l'augmentation de l'espérance de vie ne signifie pas un maintien de capacités de travail intactes. Que retarder l'âge de la retraite ne fera qu'augmenter le délai entre la retraite réelle (la fin de l'emploi avant la date du droit à une retraite) et le moment où se réalise le droit de toucher la pension. Ce qui augmentera ce qu'on appelle la période grise de personnes sans emploi et sans prestations, leur appauvrissement et les dépenses sociales qui vont avec. Que s'il y a le chômage des jeunes, c'est parce qu'on ne crée pas l'emploi suffisant au moyen de l'investissement public et privé correspondant et la diminution du temps de travail réel. C'est-à-dire qu'il y aura difficilement un marché du travail pour les personnes du troisième âge. Que les fonds de pension

font faillite pas seulement parce qu'ils réalisent des investissements spéculatifs en bourse mais parce qu'ils sont plus chers puisqu'ils comportent quantité de commissions (frais d'administration, d'acquisition, de gestion, etc.) et qu'ils n'ont pas suffisamment de rentabilité pour financer les pensions malgré l'appui fiscal unilatéral et privilégié qui leur est concédé. Une déduction fiscale qui, à dire vrai, serait bienvenue pour financer le système de pensions de la majorité et pas pour bénéficier à ceux qui économisent parce que leurs revenus sont trop élevés.

Ce qui aiderait aussi, c'est que soient éliminés les plafonds de cotisation à la Sécurité sociale pour les salaires les plus élevés, plafonds qui rendent régressif le système censé être progressif. Que s'il n'y a pas d'argent pour un système public, il n'y en aura pas non plus pour un privé. Que ce qui détermine la viabilité d'un système public, ce n'est pas fondamentalement le nombre de personnes actives mais la richesse créée et le montant recouvré en cotisations. Que la dépense en pensions par rapport au PIB dans l'Etat espagnol est inférieure de plusieurs points à ce qu'elle est en France, en Allemagne ou en Italie. Que le taux de remplacement des pensions, c'est-à-dire le quotient entre la pension moyenne et le salaire moyen, porte dans notre pays sur des salaires plus bas que dans ces pays alors qu'il n'en va pas de même pour le coût de la vie.

Mais plus important, ils cachent que le prétendu *facteur de durabilité* se calcule au moyen de formules comme celles du Facteur de Revalorisation annuel (FRA) qui contient la hausse des pensions inférieure à l'indice du coût de la vie et le Facteur d'Equité Générationnelle (FEI) qui suppose une diminution de la pension moyenne en l'associant à l'espérance de vie après la retraite. Ces formules ne sont pas de même nature que celles qui s'efforcent d'expliquer le fonctionnement du monde physique par le moyen d'une expression mathématique et s'efforcent d'être des expressions scientifiques. Les formules qui calculent les futures pensions sont des potions dont les ingrédients sont choisis par le sorcier néolibéral de service. Loin d'être scientifiques, elles sont remplies de subjectivité et correspondent à un point de vue, un a priori intéressé. Elles ne sont ni scientifiques ni objectives. Le *facteur de durabilité* est une arme de la classe dominante contre les classes travailleuses. Ni plus ni moins. Elle fait partie du conflit social. Elle fait partie de la bataille des idées autour du revenu et de la richesse.

Ils projettent l'appauvrissement et la peur massifs

Si la Loi 23/2013 constitue une baisse programmée du montant de pensions augmentant moins que l'inflation, l'entrée en vigueur en 2019 du facteur de durabilité - qui fera qu'on recevra moins mais durant plus d'années, comme l'affirme cyniquement la BBVA (Banco Bilbao Vizcaya Argentaria) - signifie que dans l'Etat espagnol va être implanté un algorithme qui pénalise le vieillissement d'une manière plus dure que dans la majeure partie de l'Union européenne. En effet, il implique un ajustement automatique sans passer par une décision politique dans le futur. C'est une aberration technique puisqu'elle base ses calculs sur une donnée projetée sur un horizon temporel dont nous n'avons pas connaissance. L'espérance de vie est une donnée statistique qui implique une projection du passé vers le futur et qui ne distingue ni entre origines sociales, sexe, lieu de résidence, trajectoires d'emploi ou modes de vie. Toutes conditions impliquant des espérances de vie bien différentes.

Et, le plus grave, cela crée une insécurité totale quant au montant auquel le retraité aura droit car on pourra le réviser périodiquement... à la baisse. Si les projets gouvernementaux et patronaux se réalisent quand culminera l'implantation de la réforme du système public de pensions, la baisse de la pension moyenne atteindra 20%, ce qui impliquera 3% du PIB en moins de dépenses consacrées à la retraite. Tout cela tournera en une redistribution très négative des revenus avec un grave préjudice pour les personnes âgées et autres groupes sociaux fragiles qui verront leurs droits s'envoler sous la

forme d'un appauvrissement aigu.

Conjurer les risques qui pèsent sur le système public implique de dépasser les étroites limites du Pacte de Tolède [signé en 1995 entre le gouvernement et les syndicats] et s'enhardir à analyser tous les facteurs qui influent sur la durabilité du système tant du côté des dépenses (nombre de retraités et montant des prestations) que des rentrées (nombre de cotisants, montant des cotisations et contributions du budget public).

Défendons le futur en défendant le présent

Le système de pensions public est viable et durablement soutenable. Mais il exige, d'un côté, l'adoption de mesures économiques et politiques et, d'un autre côté, *retourner le gant* de la logique de la classe dominante. C'est fondamental de commencer par là. En premier lieu, il faut poser sur la table que les pensions sont le salaire différé, que les cotisations, tant celles qui sont soustraites de la feuille de paie des travailleuses et travailleurs que celles qui sont considérées comme une *contribution patronale*, ont toutes pour origine le travail, c'est-à-dire la création de richesse par ces travailleuses et ces travailleurs.

Face à la logique individualiste des économies dans un fonds de pension et du *sauf-qui-peut*, il faut renforcer l'idée de l'effort de toute la communauté pour assurer le bien-être de ses aînés. Face à l'idée de la hausse de l'âge de la retraite, contre toute logique humaine, il faut renforcer l'idée de l'augmentation des droits au temps libre et de la jouissance du loisir. Face à l'idée que le vieillissement de la population d'origine espagnole empêche un système viable de pensions publiques, il faut développer l'idée de la coopération des travailleuses et travailleurs nés ici avec les nouveaux secteurs des classes travailleuses nées sur d'autres terres, en mettant fin aux politiques migratoires discriminatoires. Et, bien sûr, favoriser la libre décision de la maternité au moyen de mesures effectives qui permettent la conciliation emploi et maternité.

Le système public de pensions est viable et durablement soutenable parce que le déficit de la Sécurité sociale et l'épuisement du Fonds de réserve des pensions sont le produit des décisions politiques qui ont conduit, au moyen de la réforme du droit du travail, à la baisse des salaires et donc des rentrées du système, et à la persistance du chômage, à l'augmentation du travail précaire et dérégulé, à l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent comme faux indépendants sur ordre patronal et aussi à la baisse du nombre de jeunes qui s'incorporent à la chaîne productive, ce qui aggrave la question.

En même temps les fonds publics ont été gaspillés et la politique fiscale est régressive, elle favorise les revenus patronaux, elle est antisociale. Ce système fiscal empêche de percevoir suffisamment pour satisfaire les besoins en termes de budget (dépenses publiques) de la population.

La clé de la solution réside dans les rentrées

Parlons de l'augmentation des rentrées du système parce que c'est la clé de la viabilité du système public. En premier lieu, on peut renforcer la perception des cotisations à la Sécurité sociale en développant l'emploi au moyen des investissements publics, en établissant la semaine de travail de 35 heures et l'augmentation de la masse salariale en élevant à 1080 euros le salaire minimum et en renforçant l'augmentation des salaires au moyen d'une négociation collective qui récupère l'échelle mobile des salaires en rapport avec l'indice des prix. Mais on peut aussi augmenter les rentrées de la Sécurité sociale en éliminant le plafond de cotisation maximale en faveur des hauts salaires et en

établissant donc un système vraiment progressif pour que ceux qui ont un plus grand salaire contribuent plus. Egalement en éliminant les réductions et les bonifications sociales accordées aux employeurs avec l'excuse de favoriser l'emploi. De cette manière les employeurs voient diminuer leurs coûts et augmenter leurs profits aux dépens des rentrées de la Sécurité sociale.

Les employeurs, s'ils embauchent, l'auraient fait de toute façon, avec ou sans bonifications, parce que les patrons embauchent selon leurs perspectives d'affaires comme variable principale. Tout au plus, l'effet que cela peut avoir, c'est qu'ils sélectionnent plutôt un collectif de salariés qu'un autre. Egalement en luttant contre la fraude fiscale qu'impliquent l'économie souterraine défiscalisée et la prolifération des heures supplémentaires non comptées mais bien au-dessus des normes.

Et, finalement, mais ce n'est pas le moins important : il faut en finir avec ce mythe, ce dogme, que le système public de pensions ne peut avoir comme seule source de financement que les cotisations du travail. Il est clair que les pensions non-contributives (qui ne paient pas d'impôt sur le revenu) devraient être à la charge du budget général de l'Etat. Mais en plus, c'est l'ensemble des sources de rentrées qui doit servir aux dépenses sociales, dans ce cas les pensions aussi. Car il est incohérent qu'on défende le principe d'un prélèvement d'impôts fondamentalement non assigné, c'est-à-dire non réservé d'avance à une sorte de dépenses alors que dans le cas des pensions, ce soit strictement assigné puisque leur financement, les cotisations sur le travail, ne sert qu'à financer la Sécurité sociale.

Toutes et tous ensemble, nous payons avec nos impôts, que nous le voulions ou non, la maison du Roi, les interventions militaires, les salaires et les allocations des politiciens professionnels, les autoroutes non nécessaires ou l'appui à des grandes « marques » espagnoles internationalisées, alors payons aussi de même les dépenses sociales, en commençant par les pensions, à charge de l'impôt sur les sociétés (en faisant respecter la loi contre la fraude et les exemptions), de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de la TVA antisociale, et donc pas seulement à charge des cotisations du travail.

Les panthères grises se sont mises en marche et ne peuvent pas être arrêtées

Après des années de profonde démobilitation syndicale, mis à part quelques luttes exemplaires isolées et en grande partie à l'écart des directions syndicales majoritaires, les protestations des retraité·e·s constituent le retour des meilleures traditions du mouvement ouvrier dans l'Etat espagnol. Et cela de la part de la génération qui a conquis durant des décennies avec ses luttes les libertés politiques, les droits sociaux et syndicaux et les acquis de ce qui s'est fait connaître comme l'Etat providence. Ses piliers de base - l'enseignement et la santé publics, des salaires et des pensions dignes, la protection des personnes dépendantes - se voient aujourd'hui menacés par les politiques néolibérales du PP et de Ciudadanos. Et n'oublions pas qu'ils ont commencé à être détériorés par un gouvernement du PSOE qui a gelé les pensions, a réalisé une première réforme du droit du travail contraire aux intérêts populaires, et n'a pas interrompu les privatisations en cours, y compris celles dans la santé et l'enseignement.

Comme l'a déclaré Anticapitalista, le 14 mars dernier, ce mouvement de retraité·e·s massif, puissant et pour certains inespéré, est une expression du malaise de fond qui existe à propos des coupes dans les dépenses sociales et l'investissement social depuis 2010 et leur prolongation après le début de la tant vantée récupération économique (mesurée en termes d'augmentation du PIB). Cette récupération, loin de constituer une réorientation vers la redistribution juste de la richesse et des revenus, est la continuation d'une répartition inégale. Le mouvement des retraité·e·s met en évidence la déception de larges secteurs de la société par les promesses non tenues du PP et l'usure

accélérée de son discours satisfait de lui-même et trompeur. La récupération a atteint les bénéficiaires mais pas les salaires et les pensions.

Une dimension importante que le mouvement des retraité·e·s a mise en évidence, c'est la brèche des pensions entre les hommes et les femmes. Celles-ci, malgré leur contribution aux soins et à la production, soit n'ont pas cotisé parce qu'elles n'avaient pas d'emploi salarié, soit ont reçu des rémunérations plus basses que les hommes pour un même travail, soit ont contribué à l'économie familiale à la campagne sans avoir eu ni le statut ni la reconnaissance d'une travailleuse journalière ou d'une personne qui a dirigé une exploitation. C'est pourquoi nous allons voir prochainement comment, après la mobilisation impressionnante du 8 mars, s'établit une nouvelle alliance entre le mouvement féministe et les retraitées. Ce qui a aussi été mis en évidence, c'est que la question des pensions n'est pas seulement l'affaire des actuels retraités et actuelles retraitées, mais aussi de celles et ceux qui aujourd'hui travaillent ou cherchent un emploi. Dit d'une autre manière, par leur lutte pour leurs droits, ils défendent les droits de toutes et tous.

L'importance politique du mouvement des retraités est enracinée dans sa contestation d'ensemble, dans son « amendement à la totalité » pour reprendre ce terme parlementaire, de la logique de l'austérité, mais aussi de la hausse des dépenses militaires, du sauvetage de la banque et des autoroutes privées et des politiques du travail néolibérales. Le mouvement des retraitées et retraités a dénoncé les « post-vérités », les mensonges en langage courant, du système, du gouvernement du PP, de son associé Ciudadanos, de Luis María Linde, le gouverneur de la Banque d'Espagne, de l'association patronale CEOE, des études de divers services des banques, de l'OCDE et de la Commission européenne. Ce qui épouvante le PP, ce que redoutent les autres partis, c'est l'impact électoral que pourrait avoir sur ce secteur de la population le prochain cycle électoral. De là la nervosité, les annonces démagogiques, etc. De là aussi les déclarations qui cherchent à paralyser de peur la population. Ils ne vont pas y arriver, les vieilles et vieux rockers qui ont conquis les libertés et les droits se sont organisés et leur voix retentit dans les rues.

Manolo Garí

P.-S.

* « Etat espagnol. Mensonges, pièges et canailleries du discours néolibéral sur les retraites ». Article publié sur le site de Viento Sur, le 17 mars 2018 ; traduction A l'Encontre publiée le 22 mars : <http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-mensonges-pieges-et-canailleries-du-discours-neoliberal-sur-les-retraites.html>

* Manolo Garí est économiste, militant de Anticapitalistas et membre du conseil de rédaction de la revue Viento Sur.